



1^{er} Mai 2014

Mobilisation solidaire internationale

Brest manifestation 11 heures place de la Liberté !

L'austérité, le pacte de responsabilité :

C'EST NON !

« zéro cotisation sur le smic »

=

une escroquerie !

« Zéro charge » est la revendication du Medef depuis fort longtemps. Le gouvernement Valls y répond : sur le smic, il supprime toutes les «charges». C'est un cadeau, pour le patronat, de 2 000 euros par an et par salarié et un encouragement à payer les travailleurs au smic.

À ce cadeau, s'ajoutent la diminution des cotisations familiales sur les salaires jusqu'à 3,5 fois le smic, la suppression d'une contribution payée par les entreprises d'un montant de 6 milliards, la baisse de l'impôt sur les sociétés et les 20 milliards du crédit d'impôt compétitivité emploi. **Au total, le gouvernement offre 38 milliards au patronat.**

Le gouvernement annonce que le smic net augmentera au 1er janvier 2015 de 1,36 euro par jour : c'est dérisoire ! Mais il s'agit d'une escroquerie car l'augmentation du salaire net sera obtenue en baissant les cotisations salariales. Ce sera autant d'argent en moins qui financera les prestations maladie, chômage, famille ou logement.

Comment ces prestations seront-elles payées demain si l'argent des cotisations patronales et salariales ne rentre plus dans les caisses ? Le gouvernement ne le dit pas.

Il n'y a pas besoin d'être expert pour comprendre que bientôt le gouvernement et le Medef nous diront que la Sécurité sociale n'a plus d'argent et qu'elle ne peut plus verser ce qu'elle payait auparavant.

**le Capital coûte cher,
pas le Travail !**

Le coût du travail, les cotisations sociales, le niveau du Smic, sont des faux débats.

Cela fait maintenant presque 30 ans qu'on nous dit qu'il faut baisser le coût du travail.

Aujourd'hui, les mesures d'exonérations sociales et fiscales en faveur des entreprises sont de 200 milliards par an.

200 milliards d'euros offerts au patronat sans qu'il n'ait jamais de comptes à rendre, c'est 10 fois le déficit annuel des régimes de retraites, c'est 30 fois le déficit annuel de la Caisse nationale d'assurance maladie. Et cela ne marche pas.

Non seulement ces cadeaux successifs n'ont pas permis d'enrayer le chômage massif, mais cela a aussi contribué à créer le déficit public !

Pour sortir de l'austérité,

manifestons

le 1er Mai à Brest

Brest 11 heures place de la Liberté
manifestons, ensemble

**la CGT estime que la revalorisation
des salaires est indispensable et urgente
pour :**

- répartir plus justement les gains de productivité et favoriser la croissance de l'emploi ;
- maintenir et faire progresser le pouvoir d'achat ;
- atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- rémunérer les qualifications ;
- relancer l'économie.

Elle propose de :

- revaloriser immédiatement le Smic à 1 700 euros bruts ;
- la fin du gel de l'indice des fonctionnaires ;
- la résorption des inégalités femmes/hommes ;
- l'ouverture immédiate de négociations dans les entreprises et les branches.



Qui appelle au 1er mai ?
Communiqué commun CGT, FSU, Solidaires

La CGT, la FSU et Solidaires appellent à poursuivre le processus de mobilisation massive des salariés, ouvert à toutes et à tous, notamment en créant les conditions de puissantes manifestations le 1er mai.

Avec les journées d'actions du 15 mai dans la Fonction publique, du 22 mai pour les Cheminots, du 3 juin pour les retraités et des initiatives revendicatives sous des formes diverses dans de nombreuses entreprises, ce 1er mai est une étape et un moteur pour amplifier la mobilisation des salariés.

Le gouvernement et le patronat aggravent l'exploitation des salariés à travers de nombreuses mesures en faveur du patronat, comme celles contenues dans le « pacte de responsabilité ». Le coût du travail est un faux débat, ce qui nous coûte c'est le capital. Le bilan des élections municipales illustre le décalage entre les attentes et besoins des citoyens et les réponses du politique. Le Président de la République a entendu mais n'a pas écouté les voix des salariés.

C'est d'un changement de cap dont nous avons besoin et, sans surprise, le discours du nouveau Premier Ministre ne répond pas à cette exigence. La CGT, la FSU et Solidaires affirment qu'il existe des alternatives.

L'augmentation des salaires et des pensions est possible et même indispensable pour améliorer la situation de nombreux salariés, privés d'emploi et retraités, et pour tirer toute notre économie vers le haut. Les aides publiques accordées aux entreprises doivent être remises à plat et évaluées en fonction de leur efficacité économique et sociale. Une véritable justice sociale basée sur la solidarité entre les salariés, les privés d'emploi et les retraités garantira le financement de notre sécurité sociale.

UL CGT BREST

2 place Edouard Mazé

tél : 02 98 80 09 29

mail : ulcgtbrest@wanadoo.fr

Vous ne voulez pas en rester là !

Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

Vous pouvez adhérer :

soit par courrier à : **Union Locale Cgt Brest** 2, place Edouard Mazé 29200 Brest

téléphone : 02 98 80 09 29 courriel : ulcgtbrest@wanadoo.fr

soit en ligne sur : www.cgt.fr